



## Bureau du président du conseil de l'AEUM

Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.

### SSMU Office of the Speaker

Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

# MOTION CONCERNANT L'APPEL À LA GRÈVE EN SOUTIEN DE LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE

## 2025-02-28

Soumis pour : 2025-03-27

**Soumis à :** L'Assemblée générale de l'AEUM **Document n° :** GA-PUB-MOT-2025-03-27-001

**Proposé par :** Rama Al Malah  
Membre

**Statut  
actuel :**

- POUR APPROBATION
- APPROUVÉE
- REPORTÉE
- ENGAGÉE
- NON APPROUVÉE

**Appuyée par :** Kynda Nashif  
Membre

### Question

La présente motion porte sur la grève de solidarité envers la libération de la Palestine à l'Université McGill. Face à des actions qui continuent de violer les droits de la personne et les droits internationaux, la communauté étudiante de l'Université McGill exige que cette dernière se désinvestisse des compagnies qui soutiennent les activités militaires à Gaza, mette fin aux relations institutionnelles avec des entités complices et arrête de la répression du militantisme étudiant sur le campus.

### Contexte et justification

Cette motion fait suite à l'importante mobilisation étudiante contre les investissements de McGill dans des entreprises liées aux actions militaires à Gaza, y compris, mais sans s'y limiter, Lockheed Martin, Airbus, Textron, BAE Systems, Safran et Thales. Si on se fie aux récentes manifestations étudiantes, aux référendums et aux politiques de soutien, il est évident qu'il y a un désir largement répandu que McGill se désinvestisse de ces compagnies et coupe les ponts avec toutes les entités accusées de soutenir les violations des droits de la personne. Auparavant, il a eu des initiatives telles que la Politique de désinvestissement pour les droits de la personne ou la Politique sur les technologies militaires nocives qui ont été adoptées avec un soutien écrasant, témoignant l'engagement continu et le consensus étudiant quant à ces questions. De plus, cette motion reflète la hausse des



## Bureau du président du conseil de l'AEUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

mesures de sécurité et de la présence policière sur le campus, ce qui, selon la communauté étudiante, enfreint leur droit de manifester et de s'organiser. Cette motion s'aligne aussi avec des précédents à McGill tels que le désinvestissement éthique en 2023 (pour les compagnies d'énergie fossile).

#### **Extrait de la Politique de l'AEUM sur les technologies militaires nocives (2024-2029)**

La politique actuelle sur les technologies militaires nocives exige que l'AEUM « milite pour que l'Université McGill cesse les recherches dans les domaines militaires dangereux, cesse de financer des organisations de technologies militaires nocives, ou cesse toute autre connexion avec le complexe militaro-industriel » (7). La politique identifie clairement Airbus, Safran, Lockheed Martin, Thales et BAE Systems comme étant des entreprises fabricantes d'armes et fournissant des services militaires desquelles McGill se doit de désinvestir (11). Cette motion demande à McGill de remplir ses obligations vis-à-vis de cette politique et se désinvestisse de ces mêmes entreprises, ainsi que d'autres dont les revenus proviennent en partie de la guerre d'Israël contre Gaza.

#### **Extrait de la Politique de l'AEUM de désinvestissement pour les droits de la personne (2021-2026)**

Cette motion correspond à la responsabilité incombant aux bureaux de la Présidence, de la Vice-présidence (Affaires extérieures) et de la Vice-présidence (Affaires universitaires) de plaider à ce que l'Université McGill arrête ses investissements (ou refuse d'en faire) et mette fin à ses autres relations avec les compagnies qui sont impliquées dans des violations des droits de la personne, y compris ReMax, OshKosh Corporation, etc.

---

Harmonisation  
avec  
la mission

Cette motion s'inscrit dans la mission qu'a l'AEUM de défendre les droits de la personne, la justice sociale et l'équité sur le campus, comme l'indiquent les deux politiques mentionnées plus haut. Avec un appel à la grève, cette motion cherche à se servir de la démocratie étudiante pour militer pour le désinvestissement et pour défendre le militantisme étudiant, tout en promouvant un environnement sûr et inclusif qui honore la liberté d'expression et les engagements éthiques.

---



## Bureau du président du conseil de l'AEUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

## Consultations terminées

Des consultations ont eu lieu avec les bureaux de la Vice-présidence (Affaires externes) et du Vice-présidence (Affaires universitaires). Ces deux dernières ont comme responsabilité de soutenir la Politique de désinvestissement pour les droits de la personne. Les consultations ont également porté sur un examen rigoureux, conforme aux limitations, en ce qui concerne l'injonction émise à l'encontre du PAGIP.

La consultation a également consisté à travailler avec les personnes coordinatrices de campagne de l'AEUM, qui ont été en contact avec les membres de la communauté étudiante qui font campagne pour la grève.

## Facteurs de risque et répercussions sur les ressources

Il risque d'y avoir un manque de mobilisation urgente et nécessaire contre les entreprises complices de crimes de guerre ou de nettoyage ethnique selon la CPI, la CMI et la majorité des organismes de défense des droits de la personne.

En cas de grève, la coordination et le soutien de l'AEUM seront impératifs pour protéger la communauté étudiante de représailles venant du corps professoral et de l'administration. Comme indiqué dans l'annexe A, l'AEUM devra informer le corps étudiant de son droit de manifester. L'Association devra prendre des mesures pour désamorcer les actes de violence de la police et des services de sécurité.

## Considérations de durabilité

La proposition de désinvestissement s'inscrit dans la continuité des objectifs de durabilité puisque bon nombre de ces compagnies contribuent à la destruction de l'environnement à travers la fabrication d'armes. De plus, dans un effort pour préserver la durabilité sociale sur le campus, l'une des préoccupations est de garantir que l'activisme et le militantisme étudiant puissent continuer sans répression.

## Incidence de la décision et prochaines étapes

Si elle est approuvée à l'Assemblée générale extraordinaire, la motion sera soumise à un processus de ratification en ligne. Le formulaire de vote sera envoyé dans un courriel adressé aux membres au plus tard à 9 heures le lendemain. Le vote en ligne va durer 72 heures. La ratification sera considérée comme réussie si la motion est votée avec une majorité relative, avec une participation d'un minimum de 10% des membres de l'AEUM.



## Bureau du président du conseil de l'AEUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

Si elle est ratifiée par le vote en ligne, la motion de grève sera mise en œuvre entre le 2 et le 4 avril.

---

### Motion ou résolution d'approbation

Il est résolu que le corps étudiant de l'AEUM adopte la politique de grève de l'annexe A, qui sera ratifiée par un référendum en ligne voté par au moins 10 % des membres de l'AEUM à partir du lendemain matin et pour une durée maximale de 72 heures.

Après l'Assemblée générale, il est résolu que le Conseil d'administration se réunisse le plus tôt possible pour une réunion d'urgence afin de ratifier la mise en place de la motion, en attendant les résultats de la ratification en ligne par le corps étudiant.

---

### Résultats du vote

En faveur	()
Opposés	()
Abstentions	()

---



## Bureau du président du conseil de l'AEUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

# Appendix A : Grève de soutien envers la libération de la Palestine

(2 au 4 avril)

## Table des matières

<b>Préambule</b>	<b>4</b>
<b>Contexte</b>	<b>5</b>
Le soutien de la communauté étudiante envers la Palestine	6
Précédents à McGill	6
Répression contre la communauté étudiante	7
<b>Pourquoi faire la grève?</b>	<b>8</b>
<b>Le rôle de l'AEUM</b>	<b>9</b>
<b>Appel à la grève</b>	<b>9</b>

## Préambule

Les membres de la communauté étudiante de l'AEUM font un appel à une grève de 3 jours entre les 2 et 4 avril 2025. Cet appel à l'action fait suite à un an de bombardements aveugles, de déplacements forcés, et de nettoyage ethnique envers le peuple palestinien de Gaza et de la Cisjordanie, ainsi que des agressions contre le peuple libanais. Depuis le 7 octobre 2023, les membres de la communauté étudiante de McGill manifestent constamment contre les investissements financiers de McGill dans des compagnies qui profitent de la guerre en Israël. **Entre autres, il s'agit ici de compagnies telles que Lockheed Martin, Airbus, Textron, BAE Systems, Safran et Thales.**

Non seulement y a-t-il eu le renouvellement de la politique sur les technologies militaires nocives et la politique de désinvestissement pour les droits de la personne, mais il est clair que les membres du corps étudiant se positionnent fermement contre les investissements de McGill qui profitent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Ils se sont mobilisés pour voter pour des politiques en [2022](#) et en [2023](#), et la marge de victoire était historique. Le Conseil législatif de l'AEUM a récemment déclaré que, malgré l'activisme étudiant, notre administration continue de « taire le discours populaire



## Bureau du président du conseil de l'AÉUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

et ignore les normes sacrées de la liberté d'expression ». Pour ce faire, elle provoque des crises, effectue des arrestations et impose la discipline au lieu de travailler de manière transparente avec la communauté étudiante pour répondre aux besoins de cette dernière.

Le 6 février 2024, le Conseil d'administration de l'Université McGill a eu une réunion à huis clos après la publication du rapport du Comité de durabilité et de responsabilité sociale (CSSR). À leur sortie, les membres ont réitéré leur décision de continuer à investir dans les compagnies de manufacture d'armes. Cette résolution contredit directement les demandes démocratiques du corps étudiant, incluant le passage, puis le blocage, du référendum de solidarité envers la Palestine en 2021 et du référendum pour une politique contre le génocide en Palestine en 2023, et ce, sans compter les nombreuses manifestations. Les conclusions du comité d'administration sont que ces compagnies ne remplissent pas « les critères de fracture sociale » que définis par le rapport du CSSR, et de ce fait, justifient les investissements. Le comité d'administration préfère prioriser les « responsabilités financières » plutôt que la démocratie étudiante et les principes éthiques.

Nous demandons donc à notre communauté étudiante de faire une grève entre le 2 et le 4 avril pour réitérer nos demandes et notre engagement envers le désinvestissement, et de reconnaître la résilience et la ténacité du peuple palestinien. En rappelant les principes de la [politique contre les technologies militaires nocives](#) et la [politique de désinvestissement pour les droits de la personne](#), nous demandons à ce que notre Université se désinvestisse des compagnies qui sont impliquées dans la production et la vente d'armes et de technologie militaire nocives liées au génocide et à l'occupation.

## Contexte

McGill investit près de 15 millions de dollars de son [fonds de dotation](#) dans des compagnies qui sont liées à la continuation de la guerre d'Israël envers Gaza. Nous visons [notamment](#) des manufacturiers d'armes et de technologies militaires tels que Lockheed Martin ((\$677,913), Airbus Aerospace (\$797, 554), Thales Group (\$1,250,682), Bae Systems PLC (\$1,499,152), Safran Group (\$1,351,613), et Textron Inc (\$935,067). Pour nommer un exemple de l'impact horribant qu'ont ces compagnies, il faut savoir que Lockheed Martin manufacture les missiles Hellfire 9X, qui sont ensuite vendus à l'IDF (les Forces armées israéliennes), puis utilisés en terre de Gaza, notamment lors du massacre de l'hôpital [Al Shifa](#).

Plus de 45 000 personnes en Palestine et plus de 16 000 enfants ont été tués lors des attaques israéliennes dévastatrices sur la Bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 (il s'agit d'[estimations prudentes](#) venant du ministère de la Santé de Gaza). Si on inclut d'autres facteurs, tels que [les famines imposées et le manque de ressources médicales](#), des journaux comme Le Lancet [estiment](#) que le nombre actuel des personnes palestiniennes tuées se rapproche plutôt de 186 000.



## Bureau du président du conseil de l'ÂÉUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

Le 9 octobre 2023, le ministère de la Défense israélien Yoav Gallant [a déclaré](#) qu'il a donné « l'ordre d'un siège sur la bande de Gaza. Il n'y aura pas d'électricité, pas d'essence, tout sera fermé... nous combattons des animaux humains et nous allons agir en conséquence ». Ceci n'est qu'un des exemples illustrant les [intentions](#) destructives des forces israéliennes. Dès lors, depuis le 28 octobre, l'Israël a [détruit](#) toutes les universités, les hôpitaux et les sites religieux. Il n'y a plus d'infrastructure disponible pour ceux qui ont été déplacés. À compter de 2024, l'ONU estime que les [coûts](#) de toute cette destruction s'élèvent à plus de 50 milliards.

L'Israël a, de nombreuses fois, [violé](#) les termes du cessez-le-feu depuis la mise en œuvre de ce dernier. Entre autres, il y a eu des délais et des restrictions de l'aide humanitaire livrée à Gaza, ce qui a causé d'importantes difficultés lors des efforts de reconstruction, et de ce fait exacerbant les conditions déjà catastrophiques.

## Le soutien de la communauté étudiante envers la Palestine

Durant le semestre d'automne 2023, il y a eu un référendum lors duquel il y a eu la plus grande participation de la part des membres de l'ÂÉUM. 78,7% ont voté en faveur de la [Politique](#) contre le Génocide en Palestine (PAGIP). Auparavant, durant le référendum de l'hiver 2022, 71% ont voté en faveur d'une politique semblable, celle de la [solidarité envers la Palestine](#).

Depuis le 7 octobre 2023, les membres de la communauté étudiante ont manifesté en grand nombre pour demander le désinvestissement et un boycottage académique. Lors de l'été 2024, un [campement](#) de manifestation a été établi dans le Lower Field, se nommant Le Campement de solidarité envers la Palestine<sup>1</sup>, créé en réponse au même mouvement partout sur la planète. Le campement a duré 75 jours et a réussi à mettre de la pression sur l'Université. Lors de ce semestre, jusqu'à maintenant, les membres de la communauté étudiante ont fait des piquets de grève, ont animé des ateliers et organisé des débrayages de grande envergure.

## Précédents à McGill

### **Au sein de l'administration de McGill**

L'Université McGill a participé au mouvement de [désinvestissement](#) lors de l'Apartheid en Afrique du Sud des années 1980. Dans la même veine, l'Université s'est engagée à se [désinvestir](#) des énergies fossiles en 2023. En toute évidence, il est possible de se rendre au désinvestissement grâce à l'action soutenue de la communauté étudiante.

<sup>1</sup> <https://www.thetribune.ca/news/mcgill-administration-dismantles-palestine-solidarity-encampment-after-75-days-29072024/>



## Bureau du président du conseil de l'ÉUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

## **Au sein de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM)**

En mai 2024, l'AÉUM a ratifié une politique sur les technologies militaires nocives. Au sein de cette dernière, les articles 5.2.1 et 5.2.2 soulignent le mandat constitutionnel de soutien envers les campagnes étudiantes contre les technologies militaires et contre la présence de la police sur campus. Il y a des précédents pour ce type de demande dans le Moratorium de l'AÉUM, en particulier en ce qui concerne des questions de référendum pour des frais auxiliaires jusqu'à ce que McGill se désinvestisse des compagnies qui font affaire avec de la technologie militaire nocive. L'AÉUM maintient le mandat de sa [Constitution](#) qui cite que l'Association « s'engage à faire preuve de leadership pour tout ce qui a trait aux droits de la personne et à la justice sociale ».

## Répression contre la communauté étudiante

McGill a contracté SIRCO, une agence de sécurité de « [contre-terrorisme](#) » qui a [démantelé](#) le campement et a forcé ceux qui y participaient à se déplacer. Si on consulte la section « [À propos de nous](#) » sur le site web de l'agence, on voit qu'ils font la liste de leur expertise en matière de « filature », « d'infiltration » et « d'investigation ». Lors du semestre 2024, il y avait des agents de sécurité de contracteurs privés sur le campus qui refusaient de s'identifier aux membres de la communauté étudiante ou de la faculté. Le 7 octobre 2024, il y a eu des publications sur les réseaux sociaux [montrant](#) des agents Sirco qui attrapaient et attaquaient les membres du corps étudiant qui manifestaient sur le campus.

Le [6 juin 2024](#) et le [7 octobre 2024](#), l'Université McGill a permis à la SPVM, à la Sûreté du Québec, et à une police anti-émeute de se rendre sur le campus pour disperser violemment les manifestations étudiantes. Dans les deux cas, la police s'est servie de poivre de cayenne, de gaz lacrymogène, et de bâtons pour blesser les protestataires. Au sein de ces derniers, plusieurs ont été mis en état d'arrestation. Dans ses courriels publics, McGill a fréquemment mentionné la collaboration entre l'Université et la SPVM. Dans une [communication](#) de masse suivant la brutalité policière du 6 juin 2024, le Président Deep Saini a remercié la SPVM au nom de McGill pour « son expertise dans la gestion de cette situation ».

Le 8 octobre 2024, l'Université McGill a fait part aux membres de sa communauté d'une injonction qui limitait leur droit de manifester à moins de 5 mètres de « n'importe quels bâtiments, entrées, ou voies de McGill », et de ce fait limitant les possibilités de manifester sur le campus. Cette injonction a duré pendant 10 jours, jusqu'à ce que des parties interviennent pour soutenir le droit de la communauté étudiante et de la faculté à manifester. L'Université a aussi amorcé d'autres actions légales visant à





## Bureau du président du conseil de l'AEUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

restreindre l'activisme étudiant, notamment une injonction qui a trait à la PAGIP et [une autre](#) au sujet du campement.

McGill a plusieurs fois menacé les protestataires avec des procédures disciplinaires. Dans une [communication](#) de masse le 18 juin, le Président Deep Saini a écrit que « l'Université entamera des procédures disciplinaires contre les individus qui participent au campement, et ce selon la portée complète de nos politiques ». Il y a plusieurs membres de la communauté étudiante qui ont été punis sous prétexte de violation contre le Code de conduite simplement pour leur présence lors de manifestations non violentes, y compris le campement.

## Pourquoi faire la grève?

- La Constitution de l'AEUM<sup>2</sup> et ses Règlements internes de la gouvernance<sup>3</sup> protègent le droit de la communauté étudiante à faire appel à une grève de masse et soulignent l'importance démocratique de telles mesures en tant qu'outils politiques. De plus, le droit de faire la grève est inscrit dans la Charte canadienne des droits et libertés et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Il y a une longue et puissante histoire de grèves étudiantes à Montréal. Notamment, plus de 310 000 membres de la communauté étudiante partout Québec ont participé lors des grèves contre la hausse des frais de scolarité en 2012. Il y a aussi eu de courtes [grèves étudiantes](#) dans les facultés de McGill en 2015, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2023.
- Une grève étudiante est un outil politique puissant qui est souvent utilisé pour sensibiliser et pour soutenir de grands mouvements lorsque les avenues institutionnelles habituelles ne sont pas disponibles ou pratiques. Cependant, une grève étudiante ne crée pas de pression matérielle sur l'Université de la même manière que le ferait une grève de travail. Pour cette raison, les grèves étudiantes sont souvent courtes, symboliques et servent à intervenir au sein de campagnes politiques plus vastes.
- Une grève étudiante peut être une forte puissance démocratique car elle sert à déranger les cours et les horaires des examens, et ainsi met de la pression sur McGill et sur le grand public et les confronte aux demandes démocratiques de la communauté étudiante.

---

<sup>2</sup> 13.7. Assemblée générale de grève : Il peut y avoir un appel d'Assemblée générale de grève pour considérer des sujets qui ont trait à une grève à l'Association. Le quorum pour une telle résolution doit être de 500 membres de la communauté étudiante de l'AEUM.

<sup>3</sup> 9.2. Quorum : Le quorum pour une AG de grève doit être 500 membres, ce qui s'applique uniquement à la motion de grève et non à d'autres items dans l'agenda.



## Bureau du président du conseil de l'ÂÉUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### SSMU Office of the Speaker

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

- Tel que le dit le site internet de l'ÂÉUM, l'Université doit respecter un appel à la grève. En règle générale, cela veut dire que c'est McGill qui doit rattraper [les cours](#) et les travaux, et que cette responsabilité n'incombe pas au corps étudiant en grève.

## Le rôle de l'ÂÉUM

- En envoyant des courriels et en se servant de ses comptes de réseaux sociaux, l'ÂÉUM doit communiquer des informations au sujet de la grève, ses intentions, et les demandes à tous les membres, en renforçant l'importance démocratique de s'y adhérer et en fournissant des ressources qui soulignent en quoi il s'agit d'un droit.
- En envoyant des courriels, l'ÂÉUM doit communiquer des informations au sujet de la grève, ses intentions, et les demandes à toutes les facultés et aux associations étudiantes, en leur demandant d'appuyer et de maintenir la grève.
- L'ÂÉUM doit communiquer des informations au sujet de la grève, ses intentions, et les demandes à l'administration de McGill.
- Chaque jour, l'ÂÉUM doit communiquer l'horaire de la grève à ses membres pour qu'ils sachent quoi faire au lieu d'aller en cours. Ceci sera fait en se servant de courriels et de publications sur les réseaux sociaux officiels. Le comité de planification de la grève va planifier ses événements avec d'autres groupes étudiants de l'ÂÉUM qui s'y intéressent.
- L'ÂÉUM devra fournir un espace au Centre universitaire aux groupes et aux individus qui s'impliquent dans l'organisation de la grève.
- L'ÂÉUM doit soutenir les membres de la communauté étudiante qui font face à des représailles aux mains de l'Université McGill.

## Appel à la grève

*Pour les raisons énoncées plus haut, nous lançons un appel à la grève étudiante pour une période d'une semaine de cours entre le 2 et le 4 avril, avec les demandes suivantes :*

1. Nous exigeons que l'Université se désinvestisse de tous ses portefeuilles d'actions dans toutes les entreprises impliquées dans la production et la vente d'armes et de technologies militaires liées au génocide et à l'occupation, telles que définies par les normes du droit international, la



## Bureau du président du conseil de l'AEUM

*Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.*

### **SSMU Office of the Speaker**

*Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.*

[speaker@ssmu.ca](mailto:speaker@ssmu.ca) | [ssmu.ca](http://ssmu.ca) | (514) 398-6800 | 3600 rue McTavish, Suite 1200, Montréal, QC, H3A 0G3

CIJ et les organismes de défense des droits de la personne reconnus telles qu'Amnesty International. Ces entreprises, entre autres, sont Lockheed Martin, Airbus, Textron, BAE Systems, Safran et Thales.

2. Nous exigeons la fin immédiate de tout partenariat de recherche ou de toute relation financière impliquant des sociétés, des institutions ou des donateurs individuels qui perpétuent ou bénéficient de la vente d'armes ou de technologies militaires.
3. Nous exigeons que notre université cesse immédiatement toute procédure disciplinaire et tout tribunal politique à l'encontre des membres de la communauté étudiante impliqués dans l'organisation populaire, le militantisme politique et les manifestations. Nous exigeons également que McGill accorde une amnistie à tous les membres du corps étudiant qui décident de manifester à partir de maintenant.